



Deux cents ans après l'appel de la Révolution française à la fraternité universelle du genre humain, et soixante-dix ans après la fondation de l'Internationale communiste, que reste-t-il du grand rêve de solidarité internationale entre tous les opprimés ? Le nationalisme ne reste-t-il pas l'une des principales forces déterminant le cours de la politique mondiale ? Et comment les socialistes et les anti-impérialistes doivent-ils se situer par rapport à lui ?

Le rôle contradictoire du nationalisme est l'un des grands paradoxes de l'histoire de ce XXe siècle qui approche aujourd'hui de sa fin. Au service de l'impérialisme et des forces réactionnaires, l'idéologie nationaliste a engendré et légitimé quelques-uns des crimes les plus atroces de ce siècle : les deux guerres mondiales, les génocides des Arméniens, des Juifs et des Gitans, les guerres colonialistes, la montée du fascisme et des dictatures militaires, la répression brutale par des « gouvernements nationaux » des mouvements progressistes et révolutionnaires, depuis la Chine dans les années vingt, jusqu'à l'Indonésie des années soixante, et l'Argentine des années soixante-dix. En sens inverse, c'est au nom de la libération nationale que les peuples colonisés ont gagné leur indépendance, et que certains des plus importants et des plus radicaux processus de révolution socialiste ont pu gagner le soutien populaire et triompher : en Yougoslavie, en Chine, en Indochine, à Cuba et maintenant au Nicaragua...

Autre étonnant paradoxe: bien que le nationalisme ait été le facteur dominant dans la configuration politique du XXe siècle, la plus grande révolution de notre temps, celle d'Octobre 1917. ne doit rien au nationalisme et était même explicitement dirigée contre la « défense nationale de la patrie » dans la guerre avec l'Allemagne impériale. Qui plus est, il n'y a jamais eu dans l'histoire du mouvement ouvrier et socialiste d'organisation mondiale de masse aussi authentiquement internationaliste que la IIIe Internationale (au moins pendant ses premières années d'existence).

Comment comprendre ces paradoxes ? Le marxisme peut-il fournir des instruments théoriques pour une telle compréhension ? Quelles sont les perspectives pour le nationalisme et l'internationalisme dans les prochaines années de cette fin de siècle ?

Marxisme et nationalisme

Toute tentative de répondre à ces questions doit prendre comme point de départ une approche dialectique du problème : la question nationale est contradictoire et ses contradictions ne sont pas l'expression de traits éternels de la nature humaine, mais de conditions historiques concrètes.

En premier lieu, qu'est-ce qu'une nation ? Ce problème a préoccupé plusieurs générations de penseurs et de dirigeants marxistes'. Ils recherchaient des critères objectifs permettant de déterminer si une collectivité de personnes constituait ou non une nation. Pour Karl Kautsky la nation était essentiellement le produit d'une langue commune. Pour Otto Bauer, chaque nation avait un « caractère national » spécifique. Anton Pannekoek considérait la nation comme un simple « phénomène idéologique bourgeois ». D'autres avançaient des critères géographiques ou économiques.

La tentative la plus systématique pour élaborer le cadre théorique d'une telle classification est bien sûr le fameux essai de Staline de 1913 (le Marxisme et la question nationale). Combinant tous les critères « objectifs » - langue commune, territoire, vie économique, et « formation psychique - en une seule définition, il insistait sur le fait que « c'est seulement quand toutes les caractéristiques sont présentes conjointement que nous avons une nation ». Ce cadre rigide et dogmatique fut un vrai lit de Procuste et devint pour de nombreuses décennies un énorme obstacle à la compréhension de communautés nationales « hétérodoxes comme les Juifs, les Noirs des Etats-Unis, etc. Il ne permet pas d'expliquer comment l'Allemagne ne devint une nation que longtemps après son unification économique à travers l'Union douanière, ou pourquoi les Belges ou les Suisses francophones ne font pas partie de la nation française.

En opposition à une conception aussi abstraite et « fermée », Otto Bauer fit un apport tout à fait significatif à une analyse marxiste « ouverte » de la nation avec son approche historiciste : sans ignorer les différents autres critères (langue, économie, etc.) il définit la nation comme étant avant tout le produit d'un destin historique commun. En d'autres termes : la nation est non seulement une cristallisation d'événements passés, un « morceau d'histoire solidifié » mais aussi « le produit Jamais achevé d'un processus continu ». Cette méthode historique lui permit d'éviter des erreurs semblables à la théorie néo-hégélienne d'Engels sur les « nations sans histoire » (Tchèques, Roumains) condamnées à disparaître.

Il me semble que ce type d'analyse non dogmatique conduit logiquement à la conclusion selon laquelle une nation ne peut être définie seulement sur la base de critères abstraits, externes et « objectifs ». La dimension subjective, c'est-à-dire la conscience d'une identité nationale, la vitalité de la culture nationale, l'existence d'un mouvement politique national, est tout aussi importante. Bien sûr, ces « facteurs subjectifs » ne sortent pas du néant ; ils sont le résultat de certaines conditions historiques : persécutions, oppression, discriminations, etc. Mais ceci signifie qu'en dernière analyse ce ne sera pas quelque « expert » doctrinaire muni d'une liste de caractéristiques « objectives » qui tranchera la question de savoir si une communauté constitue ou non une nation, mais la communauté elle-même (ou la partie de celle-ci qui se considère comme appartenant à une nation) (4).

Il est important de distinguer soigneusement le sentiment d'identité nationale, l'attachement à une culture nationale, la conscience d'appartenir à une communauté nationale avec son propre passé historique - et le nationalisme. Le nationalisme en tant qu'idéologie comprend tous ces éléments mais aussi quelque chose de plus, qui en est l'ingrédient décisif : le choix de la nation comme valeur primordiale du point de vue social et politique, valeur à laquelle toutes les autres doivent être en quelque sorte subordonnées. Hans Kohn, l'historien bien connu du nationalisme moderne, l'a ainsi défini comme « un état d'esprit, où l'on considère que la loyauté suprême de l'individu doit aller à l'Etat-nation ». On tient là une très bonne définition - à condition d'y ajouter la lutte en vue de l'établissement de l'Etat-nation - même s'il faut se rappeler l'existence de mouvements nationalistes (modérés) qui ne visent qu'à l'auto-nomie culturelle ou territoriale.

Il n'est pas facile d'indiquer avec précision comment et quand est né le nationalisme. Certains auteurs pensent qu'il apparaît parallèlement à l'émergence de l'Etat-nation au XV et XVIe siècles (Machiavel!). D'autres, comme Hans Kohn, renvoient aux premières grandes révolutions bourgeoises ; en Angleterre au XVIIe siècle et en France en 1789, l'Etat, pour la première fois, » cessa d'être l'Etat royal: il devint l'Etat du peuple, un Etat national, une patrie (6) ». Plus récemment, Tom Nairn essaya de démontrer que le nationalisme a émergé au XIXe siècle (comme résultat du développement inégal du capitalisme) dans les pays périphériques (Allemagne, Italie et Japon), et n'a atteint les « régions du centre » (Angleterre, France) que plus tard (7). Mais cette bizarre chronologie pêche par son arbitraire et semble ignorer des faits historiques bien connus comme la dimension patriotique de la Révolution française et des guerres napoléoniennes...

En tout cas, il est sûr que, durant de longs siècles, le référent politique n'était pas la nation ou l'Etat-nation, mais une forme autre d'organisation sociale et politique : le clan, l'Etat-cité, le seigneur féodal, l'Eglise, le royaume dynastique, et l'Empire multinational. Et bien que l'on puisse trouver certains précédents dans le passé (les anciens Hébreux ou les anciens Grecs), leur nature et leur substance sont très éloignées du nationalisme moderne.

Développement inégal et solidarité internationale

Le socialisme marxiste est fondamentalement opposé au nationalisme. D'abord parce qu'il refuse de considérer la nation comme un tout indifférencié : toutes les nations sont divisées en classes sociales distinctes, avec des intérêts distincts et des conceptions distinctes de l'identité nationale. Mais surtout, il rejette l'idéologie nationaliste et son échelle de valeurs parce que sa fidélité suprême ne va pas à une nation quelle qu'elle soit, mais à un sujet historique international (le prolétariat) et à un objectif historique international: la transformation socialiste du monde. Il est internationaliste pour des raisons à la fois éthiques et matérielles.

Les motivations éthiques sont importantes : pour un marxiste internationaliste, matérialiste et athée, la seule valeur qui puisse être considérée comme « sacrée » - c'est-à-dire absolue - est l'humanité elle-même (dont les exploités et les opprimés constituent la force d'émancipation). En ce sens, le slogan « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! » n'est pas seulement une directive pour l'action, mais aussi la réponse éthique du socialisme à « l'Amour sacré de la patrie » de l'idéologie nationaliste. Le socialisme est donc un mouvement internationaliste en raison du caractère universaliste et humaniste de ses valeurs et de ses objectifs. Sans cette dimension éthique, il n'est pas possible de comprendre l'engagement total et les sacrifices de

générations de militants du mouvement ouvrier à travers le monde à la cause du socialisme international (ou du communisme). Comme le vieux bolchevik Adolf Yoffé l'écrivait à Trotsky dans sa dernière lettre (avant de se suicider en 1927): "La vie humaine n'a pas de sens si elle n'est pas placée au service d'un infini, qui pour nous est l'humanité. »

Cependant, si l'internationalisme n'était qu'un principe moral, un impératif catégorique, il serait facile de le rejeter comme une belle utopie. Si ce n'est pas le cas, c'est que l'internationalisme prolétarien tire sa force politique de conditions objectives, concrètes et matérielles, déjà analysées par Marx dans le Manifeste du parti communiste: l'unification économique du monde par le système capitaliste.

Comme toute totalité dialectique, le capitalisme mondial n'est pas la somme de ses parties, les économies nationales, de même que la lutte de classes internationale n'est pas la somme des luttes nationales. L'un et l'autre constituent un tout organique, avec ses propres formes d'évolution, distinctes des particularités de ses composantes. Georg Lukacs a insisté dans Histoire et conscience de classe sur le fait que la catégorie de totalité était, au plan méthodologique, le fondement même du postulat révolutionnaire. Du point de vue dialectique de la totalité, une situation locale ou nationale ne peut être comprise théoriquement et transformée pratiquement, si l'on ignore comment elle s'articule avec l'ensemble, c'est-à-dire avec l'évolution mondiale économique, sociale et politique.

D'ailleurs l'analyse de Marx dans le Manifeste, loin d'être anachronique, convient encore mieux à notre époque qu'à la sienne : l'impérialisme a imposé au système capitaliste mondial un degré d'intégration bien plus élevé, et le contrôle du marché par les monopoles multinationaux est incomparablement plus grand ; en un mot, l'unification de la planète par le mode de production capitaliste a atteint aujourd'hui un niveau qualitativement plus élevé qu'en 1840. Et cette unification économique trouve également une expression politique et militaire avec l'atlantisme occidental, l'interventionnisme américain, etc. Cela signifie que l'internationalisme plonge ses

racines dans la structure de l'économie et de la politique mondiale ; l'internationalisme socialiste consiste aussi en la prise de conscience de cette réalité objective.

Quel est alors le facteur décisif de la lutte de classes : les conditions nationales ou internationales ? Doit-on privilégier l'importance du processus mondial, ou bien, comme Mao a pu l'écrire, les facteurs internes et les déterminations nationales (endogènes) ? Posée ainsi, la question ne mène nulle part. Elle implique une séparation abstraite, métaphysique et statique entre le national et l'international, « interne » et l'« externe », le « dedans » et le « dehors ». Le point de vue dialectique repose précisément sur la compréhension de l'unité contradictoire entre l'économie nationale et le marché mondial, entre la lutte de classes nationale et internationale — unité qui apparaît déjà dans le fait que la spécificité nationale (économique et sociale) est le produit du développement inégal du capitalisme international.

En revanche, ce qui est faux dans le Manifeste, et dans d'autres écrits de Marx, c'est l'idée selon laquelle le capitalisme industriel moderne est essentiellement une force d'homogénéisation, qui crée des conditions de vie et de lutte identiques pour les exploités de tous les pays. Dans un essai écrit en 1845 (et récemment découvert) il écrivait cette phrase surprenante : « La nation de l'ouvrier, ce n'est ni la France, l'Angleterre ou l'Allemagne, c'est le labeur, l'esclavage salarié, la vente de soi-même. Son gouvernement n'est pas français, anglais ou allemand, c'est le Capital. L'air qu'il respire n'est pas français, anglais ou allemand, c'est l'air de l'usine. La terre qui lui revient n'est ni française, ni anglaise, ni allemande, elle se trouve quelques pieds sous terre (9). »

Cette thèse contient une grande part de vérité, mais elle ignore non seulement les spécificités culturelles de chaque nation (que le capitalisme n'abolit en rien) mais aussi les différences socio-économiques qui existent entre les prolétariats des différentes nations, qui résultent du développement inégal et combiné du système capitaliste mondial. On ne peut par ailleurs oublier l'importance des particularités nationales dans la « formation de la classe ouvrière » de

chacun des pays, ainsi que dans le développement de sa propre tradition de résistance et de luttes anticapitalistes.

En d'autres termes : même si, dans les métropoles impérialistes comme dans les pays dominés, le capitalisme fait naître un prolétariat moderne qui s'oppose au même ennemi, et partage les mêmes intérêts historiques objectifs, cela ne signifie en aucun cas que leurs conditions de vie matérielle et sociale (sans parler des cultures nationales) sont identiques... Comme Léon Trotsky a pu l'écrire : » Si nous prenons l'Angleterre et l'Inde comme les deux pôles du capitalisme, nous devons reconnaître que l'internationalisme des prolétariats anglais et indien n'est en rien fondé sur l'identité de leurs conditions, tâches et méthodes, mais sur leur étroite interdépendance».

Le capitalisme mondial crée d'incroyables inégalités et de profondes différences dans les conditions de vie entre le centre et la périphérie du système : seule la relation de complémentarité et de réciprocité qui existe entre les différents pays peut engendrer la solidarité internationale. C'est pourquoi les mouvements anti-guerre des années cinquante en France, et des années soixante et soixante-dix aux Etats-Unis ont puissamment épaulé la lutte des peuples algériens et indochinois - et vice versa : ces luttes coloniales ont contribué au déclenchement de la contestation radicale dans les pays du centre.

La même logique de complémentarité s'applique aussi, mais dans un contexte différent, au lien entre la lutte pour la démocratie socialiste à l'Ouest et dans les sociétés post-capitalistes de l'Europe de l'Est : ce n'est pas l'identité de situation qui crée une relation de réciprocité et de soutien mutuel, mais la communauté d'objectif. Les événements de Tchécoslovaquie de 1968 furent le point de départ de cette dynamique internationaliste, mais elle a été étouffée par l'invasion soviétique avant de pouvoir révéler toutes ses potentialités. En tout cas, il ne fait aucun doute que l'existence des Etats post-capitalistes (bureaucratisés) crée une nouvelle dynamique internationale (que Marx et les classiques n'avaient pas prévue) ainsi qu'une

nouvelle forme d'internationalisme qui ne découle pas de l'unité du capitalisme mondial. Cette forme nouvelle résulte de l'intérêt commun du mouvement ouvrier, à l'Est et à l'Ouest, de voir la dictature bureaucratique abolie dans les sociétés post-capitalistes, réduisant ainsi à néant le plus efficace argument idéologique des classes dominantes occidentales à rencontre d'un changement radical, c'est-à-dire socialiste.

Pour résumer : l'internationalisme n'est pas l'expression de l'identité de conditions de vie des exploités et des opprimés de tous les pays, mais une relation dialectique de complémentarité entre au moins trois sortes de luttes : le mouvement ouvrier socialiste dans les sociétés capitalistes avancées; le mouvement de libération sociale et nationale dans les pays capitalistes dépendants ou coloniaux, et le mouvement anti-bureaucratique pour la démocratie socialiste dans les sociétés post-capitalistes.

La persistance du nationalisme

Les marxistes ont souvent sous-estimé le rôle de la question nationale ainsi que l'importance de la libération nationale pour les peuples dominés. Cela fait partie d'une tendance plus large à oublier, négliger ou au moins sous-estimer les formes d'oppression qui ne sont pas des oppressions de classe : nationale, raciale ou sexuelle. Ce n'est pas que le marxisme soit incapable en tant que tel de prendre en compte ces dimensions, mais c'est l'approche économiste qui a dominé une bonne partie de la pensée marxiste (et aussi certains des propres écrits de Marx !) qui conduit à un tel résultat.

Les marxistes ont très souvent aussi sous-estimé la puissance du nationalisme. Une combinai-son spécifique d'économisme et d'illusions sur un progrès linéaire (héritées des Lumières) conduit à l'idée fautive selon laquelle le déclin du nationalisme serait inévitable. Par exemple, dans le Manifeste: «Déjà les démarcations nationales et les antagonismes entre les peuples disparaissent de plus en plus avec le développement de la bourgeoisie, la liberté de commerce, le marché mondial, l'uniformité de la production industrielle et les conditions d'existence qu'ils entraînent (10). »

La IIe Internationale, elle aussi, pensait que le nationalisme appartenait au passé et Karl Kautsky rêvait d'un avenir socialiste sans nations et d'une langue unique : « Les nations vont peu à peu fusionner entre elles, sans violence, un peu à la manière de la population romane des cantons des Grisons en Suisse, qui, insensiblement et sans résistance, est en train de se germaniser elle-même, parce qu'elle réalise qu'il est préférable de parler une langue comprise largement, plutôt qu'une langue qui n'est parlée que dans quelques vallées^ ». 11 est évident qu'avec de telles conceptions les marxistes étaient mal préparés à affronter la fantastique vague de nationalisme qui, à partir d'août 1914, s'empara du mouvement ouvrier et conduisit à N l'Union Sacrée en défense de la patrie » - et au massacre de millions d'ouvriers de tous les pays. Kautsky lui-même se rallia à la « défense nationale » de l'Empire germanique, en expliquant que le socialisme international était un instrument adapté aux époques pacifiques, mais qu'il fallait le ranger discrètement en temps de guerre...

Pour une confrontation efficace avec le nationalisme, il faut donc commencer par abandonner les illusions sur un progrès linéaire, autrement dit la croyance naïve en une évolution pacifique, en un dépérissement graduel du nationalisme et des guerres nationales, grâce à la modernisation et à la démocratisation des sociétés industrielles, à l'internationalisation des forces productives, etc.

Comment expliquer cette force incroyable du nationalisme au cours du XXe siècle ? Une

première réponse possible renvoie à l'argument marxiste classique : le nationalisme est une idéologie bourgeoise et sa prégnance sur les masses populaires est l'une des principales formes que prend la domi-nation idéologique de la bourgeoisie dans les sociétés capitalistes. Cette analyse n'est pas fausse, mais ne suffit pas à expliquer la force d'attraction du nationalisme, y compris parfois sur des fractions significatives du mouvement ouvrier. D'autres facteurs doivent être pris en considération:

1. Des conditions économiques et matérielles concrètes, à savoir la concurrence entre travailleurs de différentes nations (ou Etats), qui résulte de la nature du capitalisme lui-même. Il s'agit certes d'intérêts à court terme — comme par exemple d'empêcher l'importation de produits étrangers qui pourrait créer du chômage — mais leur poids réel peut cacher aux travailleurs en concurrence leur intérêt historique commun : l'abolition de l'exploitation.. D'ailleurs, ceci peut se produire y compris à l'intérieur d'une seule nation, lorsque des travailleurs au chômage se portent volontaires pour casser une grève. Marx lui-même reconnaissait dans le Manifeste que la concurrence entre travailleurs constitue une menace constante de division et de destruction pour leur organisation commune.

2. Des tendances irrationnelles, telles que le nationalisme chauvin, le fanatisme religieux, le racisme et le fascisme. Il s'agit là d'un phénomène psychique complexe, qui reste à étudier. Les travaux de Reich sur la psychologie de masse du fascisme, d'Erich Fromm sur la «peur de la liberté», d'Adorno sur la personnalité autoritaire représentent les premières contributions importantes à une explication. Le nationalisme est par nature une idéologie irrationnelle : il ne peut fournir aucun critère rationnel justifiant la prééminence d'une nation sur les autres - puisque l'essence du rationalisme, lorsqu'il n'est pas purement instrumental - est de tendre à l'universel. Il doit donc faire appel à des mythes non rationnels tels que la mission divine attribuée à une nation, la supériorité innée et éternelle d'un peuple, le droit à un espace vital (Lebensraum) toujours plus étendu, etc.

Il peut également avoir recours à des formes de légitimation pseudo-rationnelles et pseudo-scientifiques de nature géopolitique, raciale, anthropologique, etc. Bien souvent, il ne repose sur aucune réalité historique et culturelle, et sert simplement d'idéologie officielle à des Etats plus ou moins artificiels, dont les frontières sont le produit accidentel de la colonisation et/ou de la décolonisation (en Afrique et en Amérique latine par exemple).

Les deux nationalismes

Mais il existe une autre raison à la montée du nationalisme, qui doit être traitée tout à fait sérieusement par les marxistes et les socialistes : c'est la lutte pour leur libération des nations opprimées et colonisées. Bien que le marxisme soit en tant que tel opposé à l'idéologie nationaliste, il doit établir clairement une distinction entre le nationalisme des oppresseurs et le nationalisme des opprimés.

Il doit par conséquent soutenir toutes les luttes de libération nationale, ou pour le droit à l'autodétermination des nations opprimées, même si leur idéologie (ou celle de leurs dirigeants) est nationaliste. Bien sûr, les internationalistes marxistes qui participent à un mouvement de libération nationale devront conserver leur indépendance, et chercher à persuader les masses populaires exploitées de la nécessité de développer leur lutte (selon un processus ininterrompu) au-delà des objectifs nationaux, vers une transformation révolutionnaire socialiste. Mais ils ne peuvent ignorer ou sous-estimer la signification de l'aspiration populaire à l'autonomie nationale.

La raison ne réside pas seulement dans l'opposition des socialistes à toute forme d'oppression (nationale, raciale, sexuelle, ou de classe) mais aussi parce qu'il existe une relation dialectique entre les droits nationaux et l'internationalisme. L'internationalisme socialiste ne peut se développer si le mouvement ouvrier ne reconnaît pas l'égalité de droits de toutes les nations. De même que l'unité et la solidarité des travailleurs d'un seul et même pays ne peut s'établir autrement que sur un pied d'égalité, de même l'unité internationaliste des exploités ne peut être acquise que sur la base de la reconnaissance des droits nationaux de chaque peuple - et en particulier de son droit à l'autodétermination.

Quand Lénine insistait pour que le Parti ouvrier social-démocrate de Russie reconnaisse le droit à l'autodétermination de la Pologne, c'est-à-dire le droit pour le peuple polonais de décider lui-même de l'établissement ou non d'un Etat séparé, il ne le faisait pas seulement parce que la lutte de la nation polonaise contre le tsarisme était historiquement progressiste (selon l'argument de Marx et Engels) mais surtout parce que c'était la pré condition à une alliance internationaliste entre les travailleurs russes et polonais. La reconnaissance des droits nationaux est une condition essentielle de la solidarité internationale, dans la mesure où elle permet de résorber les méfiances, les haines et les peurs qui opposent les nations et nourrissent le chauvinisme.

Comme l'a écrit Lénine, sans le droit au divorce - en d'autres termes à un Etat séparé - il ne peut y avoir de mariage libre, en l'occurrence d'unification ou de fédération de nations. Malheureusement, après Octobre 1917, la politique du gouvernement bolchevik (Lénine inclus) n'a pas toujours correspondu à ces principes : invasion de la Pologne en 1920, occupation de la Géorgie en 1921, etc.

L'un des aspects les plus négatifs de la fameuse brochure de Staline de 1913 est que, contrairement à Lénine, elle ne faisait aucune distinction entre le nationalisme grand-russe oppresseur et le nationalisme des nations opprimées de l'Empire tsariste. Dans un paragraphe très révélateur de son essai, il rejetait dans les mêmes termes le nationalisme « belliqueux et répressif venant d'en haut » - c'est-à-dire celui de l'Empire tsariste - et la « vague de nationalisme d'en bas qui se transforme parfois en chauvinisme le plus grossier » des Polonais, des Juifs, des Tatars, des Ukrainiens, des Géorgiens, etc. Non seulement il ne réussissait pas à

faire la différence entre nationalisme « d'en haut » et nationalisme « d'en bas », mais allait jusqu'à adresser les critiques les plus sévères aux sociaux-démocrates des nations opprimées qui n'avaient pas su « résister » face aux mouvements nationalistes.

Ce n'est pas parce qu'ils établissent une telle distinction entre le nationalisme des oppresseurs et celui des opprimés que les internationalistes socialistes doivent se rallier à ce dernier. Mais ils perçoivent sa nature contradictoire : sa dimension émancipatrice en tant que rébellion contre une oppression injuste, et ses limites en tant qu'idéologie fondée sur des particularismes. Il est donc tout à fait logique que tout mouvement combattant réellement pour la révolution sociale dans une nation opprimée place nécessairement la libération nationale au centre de sa lutte, tout en la liant à l'émancipation sociale vis-à-vis de l'exploitation capitaliste - le Nicaragua en est l'exemple le plus récent -, tandis que dans les métropoles impérialistes c'est le refus du nationalisme qui se trouve au cœur de toute confrontation radicale avec l'ordre établi - du mouvement anti-guerre aux USA au Mai français (dont l'un des principaux slogans était « les frontières, on s'en fout ! »).

Cela dit, il faut insister sur le fait que la distinction entre les deux sortes de nationalisme est toujours relative et non absolue. Premièrement, parce que l'opprimé d'hier peut aisément devenir l'opresseur de demain : les exemples historiques récents ne manquent pas...

Deuxièmement, parce que le nationalisme des nations opprimées est souvent à double tranchant : libérateur vis-à-vis de l'opresseur, mais oppressif à rencontre de ses propres minorités nationales. Et troisièmement, parce qu'aucune des deux formes de nationalisme n'est exempt d'éléments de chauvinisme, de rejet global de « l'autre » et - parfois - de racisme.

Lénine a été probablement le penseur marxiste « classique » qui a le mieux compris la dialectique entre internationalisme et droits nationaux. Dans certains de ses écrits, il présente cependant les droits démocratiques des nations comme une partie devant être subordonnée au tout qui est le mouvement démocratique et socialiste mondial. Cette formulation me semble dangereuse et quelque peu mécaniste. Si la révolution socialiste c'est l'auto émancipation du

prolétariat - en alliance avec tous les autres groupes sociaux exploités et opprimés -, alors elle doit aller de pair avec l'autodétermination démocratique de la nation. Un peuple à qui le «socialisme» serait imposé de l'extérieur, contre sa volonté, ne connaîtrait qu'une caricature de socialisme, inévitablement condamné à la dégénérescence (beaucoup des pays d'Europe de l'Est illustrent cette règle!).

A mon avis, il vaudrait mieux - et cela correspondrait à l'esprit de la plupart des écrits de Lénine sur la question nationale - concevoir la révolution socialiste et la fraternité internationale du prolétariat comme le but des marxistes, et l'autodétermination des nations comme un moyen nécessaire pour y parvenir. Moyens et fins sont dialectiquement articulés, de telle sorte que la subordination de la dimension nationale à l'internationalisme exclut la possibilité de la « sacrifier » à ce dernier.

Si l'internationalisme socialiste s'oppose à l'idéologie nationaliste, cela ne signifie en aucun cas qu'il rejette les traditions historiques et culturelles nationales. De la même façon que les mouvements internationalistes de chaque pays doivent parler la langue nationale, il leur faut aussi parler le langage de l'histoire et de la culture nationales - tout spécialement, bien sûr, lorsque cette culture est opprimée. Comme Lénine le reconnaît, toute culture et toute histoire nationale contiennent des aspects démocratiques, progressistes, révolutionnaires qu'il faut incorporer à la culture socialiste du mouvement ouvrier, et des aspects réactionnaires, chauvins et obscurantistes qui doivent être combattus sans compromission.

La tâche des internationalistes est de réaliser la fusion de l'héritage historique et culturel du mouvement socialiste mondial avec la culture et la tradition de leur peuple, dans sa dimension radicale et subversive - souvent déformée par l'idéologie bourgeoise, ou bien cachée et étouffée par la culture officielle des classes dominantes. De même que les marxistes doivent tenir compte, dans la lutte révolutionnaire, des spécificités nationales de leur formation sociale, de même doivent-ils intégrer, dans leur lutte idéologique, les particularités nationales de leur

histoire et de leur culture propres. C'est ce que le FSLN a réussi au Nicaragua, en articulant le marxisme avec l'héritage de Sandino, comme tradition vivante dans la mémoire collective du peuple nicaraguayen. Un processus similaire s'était déroulé à Cuba, avec la tradition démocratique et anti-impérialiste représentée par José Martí, en Amérique du Sud avec le passé de rébellions indiennes symbolisé par Tupac Amaru, etc.

Les nations dans le socialisme

Si le socialisme, au sens marxiste, c'est-à-dire une société sans classe et sans Etat, peut exister seulement à l'échelle mondiale, quelle pourrait être alors la place des nations dans la future patrie planétaire socialiste ? Ceci n'est pas une question purement utopique et sans intérêt, dans la mesure où la nature internationaliste de l'objectif final de la révolution socialiste devrait marquer au moins en partie les formes actuelles de lutte. Pour le matérialisme, l'Etat-nation n'est pas une catégorie éternelle : ce n'est pas le produit de la « nature humaine »», ni d'une quelconque loi biologique naturelle (thèse mise en avant par certains « socio-biologistes » ultra-réactionnaires qui prétendent déduire la nation du « principe territorial » de certaines espèces animales...) ; il n'a pas toujours existé et rien ne dit qu'il existera toujours dans l'avenir.

En un mot, il s'agit d'un produit de l'histoire, que l'histoire peut rendre caduc. La nécessité d'une forme d'organisation structurée (ou « institutionnelle ») est un besoin universel de toute société humaine. Cette organisation peut aussi bien prendre des formes nationales, qu'infra-nationales (le clan, la tribu) ou supra-nationales (les civilisations religieuses). L'Europe médiévale est un exemple caractéristique d'une organisation sociale et politique combinant des structures locales qui sont des « pré-nations » (les fiefs, les principautés, etc.) et des structures universelles qui se situent « au-delà des nations » (le Saint-Empire, l'Eglise). Le nationalisme moderne a émergé autour des XIVe et XVe siècles, avec la montée du capitalisme et la formation du marché national, précisément à travers la destruction/décomposition de ces deux structures

non nationales.

Il n'y a donc pas de raison à priori de refuser la possibilité, dans l'avenir, d'une notion supra-nationale de la société humaine, une république socialiste mondiale, qui, en unifiant économiquement et politiquement le genre humain, réduirait pour l'essentiel la nation à sa dimension culturelle. La culture universelle qui se développerait dans un tel cadre pourrait coexister pacifiquement avec la riche diversité des cultures nationales. C'est probablement ce que Marx et Engels avaient à l'esprit lorsqu'ils écrivaient dans le Manifeste que la révolution prolétarienne abolirait « les démarcations nationales (Absonderungen) et les antagonismes entre les peuples (12) ».

Comme l'a souligné le fameux historien marxiste, Roman Rosdolsky, ceci n'implique « certainement pas l'"abolition" des communautés ethniques et linguistiques (ce qui aurait été absurde!) mais celle de la délimitation politique des peuples. Dans une société où, pour reprendre les termes du Manifeste, la puissance publique perdra son caractère politique et où l'Etat en tant que tel déperira, il ne peut y avoir de place pour des "Etats nationaux" ». Bien sûr, comme Marx l'avait reconnu dans le Manifeste, le prolétariat doit commencer par prendre le pouvoir dans le cadre de l'Etat national, mais cet Etat prolétarien séparé » ne sera qu'une étape transitoire vers la future société sans classes et sans Etat, puisque la construction d'une telle société n'est possible qu'à l'échelle internationale (13) ». On peut sans aucun doute trouver dans les écrits de Marx et d'Engels (en particulier dans les années 1845-1848) la perspective d'une société communiste qui serait une « cité mondiale » sans frontières, une Gemeinschaft universelle, une fédération socialiste internationale, dans laquelle disparaîtraient non seulement les antagonismes et les conflits nationaux mais aussi les différences économiques, sociales et politiques (pas culturelles) entre nations (14).

Ce point a fait l'objet de nombreux débats au sein du marxisme du XXe siècle. On peut y repérer deux tendances principales :

1. Ceux qui ont privilégié (ou considéré comme inévitable) la perspective d'une assimilation de toutes les nations en une culture socialiste universelle commune : Kautsky, Lénine, Staline, Pannekoek, Strasser. La théorie de Kautsky d'une langue internationale unique est l'expression cohérente de cette position.

2. Ceux qui croyaient au libre développement de toutes les cultures nationales au sein d'une communauté universelle intégrée : Otto Bauer, Trotsky et Rosa Luxemburg. Léon Trotsky écrit par exemple dans un essai de 1915:- La nation est un facteur permanent et actif de la culture humaine. Et dans un régime socialiste, la nation, libérée des chaînes de la dépendance politique et économique, sera appelée à jouer un rôle fondamental dans le développement historique... (15) »

Une troisième position, de « neutralité nationale », est esquissée par Vladimir Medem, le dirigeant du Bund juif : il n'est pas possible de prédire si le développement historique futur conduira ou non à l'assimilation de la nation juive. En tout cas, les marxistes ne devraient ni empêcher ni encourager ce processus d'assimilation, mais rester neutres¹⁶. Si l'on généralise cette position à toutes les cultures nationales (ce que Medem ne faisait pas) on obtient une conception originale et nouvelle du problème (17): constatant l'impossibilité de prévoir l'avenir de chaque culture nationale - et même du fait national-culturel en tant que tel -, les socialistes n'ont pas à prendre position à priori ni pour ni contre la préservation de ces cultures.

Nationalisme et internationalisme au XXe siècle

Qu'est-il advenu de l'internationalisme socialiste au cours de ce siècle ? Août 1914 a provoqué un effondrement catastrophique de l'internationalisme, lorsque la grande majorité du mouvement ouvrier socialiste (les dirigeants comme les militants de base) fut submergée par l'immense vague d'hystérie nationaliste (et chauvine), au nom de la « défense nationale ».

Cela, cependant, ne devait pas marquer la fin de l'internationalisme, mais le début d'une nouvelle montée internationaliste au sein du mouvement ouvrier: d'abord limitée à de petits cercles de révolutionnaires ou de pacifistes, puis, après Octobre 1917, se développant en un impressionnant mouvement de masse, l'Internationale communiste. L'existence du Komintern, mouvement mondial mettant réellement en pratique l'internationalisme prolétarien (au moins durant ses premières années), constitue une preuve historique démontrant avec force que l'idéal de solidarité internationale des exploités n'est pas seulement une utopie, un principe abstrait, mais qu'il peut, dans des circonstances données, exercer une attraction de masse sur les travailleurs et d'autres couches sociales exploitées.

Dans plusieurs pays européens ou coloniaux importants, la IIIe Internationale conquiert bientôt la majorité du mouvement ouvrier organisé, démentant le mythe conservateur selon lequel les grandes masses du peuple travailleur ne peuvent dépasser l'idéologie nationale. C'est une démonstration décisive du fait que l'internationalisme - de même que la conscience de classe en général - est une possibilité objective, fondée sur la réalité et ses contradictions ; certes, sa réalisation pratique dépend des circonstances historiques et du combat politique des forces révolutionnaires pour gagner les travailleurs et les libérer des œillères du nationalisme. En d'autres termes : l'internationalisme marxiste - comme d'ailleurs l'espérance révolutionnaire - est fondée non seulement sur une analyse objective de l'économie et de la politique mondiales, mais aussi sur un pari historique : un pari sur la rationalité de la classe ouvrière, sur la capacité des masses populaires à comprendre, tôt ou tard, leurs intérêts objectifs historiques.

Cependant, ce formidable mouvement de foi et d'action internationalistes - sans précédent dans

l'histoire du socialisme - l'incroyable capital d'énergie et d'engagement internationalistes que représentait l'Internationale communiste, tout cela fut détruit par le stalinisme. Ce dernier canalisa cette énergie au profit du nationalisme bureaucratique, de sa politique d'Etat, et de sa stratégie de pouvoir. L'internationalisme fut mis au service de la diplomatie soviétique, et le mouvement communiste mondial transformé en instrument de la construction du « socialisme dans un seul pays ». La politique menée par le Komintern à l'égard du nazisme allemand, de 1928 jusqu'à sa dissolution en 1943, en fournit l'exemple le plus frappant : ses étranges zigzags avaient peu de rapport avec les intérêts vitaux des travailleurs et des peuples européens, mais étaient exclusivement déterminés par les changements intervenant dans la politique soviétique (stalinienne) d'alliances diplomatiques et militaires.

Néanmoins, l'Europe des années trente put assister au plus impressionnant exemple de pratique internationaliste, avec les Brigades internationales en Espagne et la mobilisation générale en solidarité avec la lutte antifasciste pendant la guerre civile espagnole. Des dizaines de milliers de volontaires - communistes, socialistes, anarchistes, trotskistes, marxistes indépendants, libéraux radicalisés et antifascistes de tendances diverses - vinrent du monde entier aider le peuple espagnol dans sa lutte désespérée contre le fascisme. Grâce à l'aide d'Hitler et de Mussolini (et à la politique dite de « non-intervention » des démocraties occidentales) cette guerre fut perdue, mais le combat des Brigades internationales - dont de nombreux volontaires tombèrent au champ de bataille - reste l'une des manifestations d'internationalisme les plus grandioses de ce siècle.

Après (et déjà pendant) la Seconde Guerre mondiale le nationalisme retrouva sa place d'idéologie dominante - même au sein des pays du « socialisme réellement existant », qui s'engagèrent dans un processus de confrontation nationaliste (URSS contre Chine) ou de guerre (Chine contre Vietnam). Ce qui restait d'internationalisme » dans le mouvement communiste international après la dissolution du Komintern n'était qu'une fidélité aveugle à l'Union soviétique et à son rôle dirigeant (qui lui aussi est en train de disparaître). Seules faisaient exception de petites tendances révolutionnaires, dont la IVe Internationale, qui restaient fidèles aux buts internationalistes des débuts du Komintern, mais leur influence était limitée.

Ce déclin de l'internationalisme communiste a laissé un vide idéologique qui devait être rapidement rempli par le nationalisme. Aujourd'hui, comme dans le passé, le contenu du nationalisme peut varier. Le nationalisme réactionnaire est bien vivant dans les métropoles capitalistes avancées, avec sa forme traditionnelle d'hégémonisme colonial ou impérial, ou dans sa forme plus récente de racisme anti-immigrés. Les immigrés des anciennes colonies, qui avaient été recrutés en Europe comme force de travail à bon marché durant les années d'expansion, sont aujourd'hui désignés par des forces nationalistes semi-fascistes comme les boucs émissaires responsables de tous les maux sociaux qui résultent de la crise (chômage, criminalité, etc.), particulièrement en France, Grande-Bretagne et Allemagne.

Mais on peut trouver dans le tiers monde aussi des formes réactionnaires de nationalisme, dans l'idéologie de différents régimes militaires (notamment en Amérique latine et au Moyen-Orient). Le nationalisme peut également servir à justifier des guerres d'expansionnisme territorial ou politique, comme l'invasion du Timor par l'Indonésie, ou la guerre Iran-Irak qui est le conflit national le plus absurde et le plus sanglant de l'histoire récente. Enfin, il peut servir à légitimer l'oppression de minorités nationales, comme dans le cas des Kurdes dans différents pays du Moyen-Orient, de la population africaine non musulmane du Soudan, du peuple érythréen en Ethiopie, etc. On trouve aussi une série de conflits interethniques sanglants entre les opprimés eux-mêmes, qui illustrent le rôle néfaste du nationalisme comme facteur de division, et comme idéologie de l'exclusion de l'autre : affrontements entre cinghalais et tamouls à Ceylan. entre Mauritanien et Sénégalais en Afrique, etc.

Mais il existe toujours des formes de nationalisme qui - malgré leurs limitations, leurs insuffisances, leurs contradictions - revêtent une dimension émancipatrice. Ce sont, en premier lieu, les mouvements anti-impérialistes et anti-coloniaux de libération en Amérique latine, en Afrique (Namibie, Afrique du Sud), au Moyen-Orient (Palestine), etc. Ce sont ensuite les mouvements contre l'oppression nationale dans les sociétés post-capitalistes : minorités nationales en URSS (Juifs, Tatars, Arméniens, etc.) et nations opprimés d'Europe de l'Est : Pologne, Tchécoslovaquie, etc. Et, enfin, ce sont les minorités ou cultures nationales des principaux Etats-nations européens, en lutte pour leur droit à l'autodétermination ou au moins

pour une forme d'autonomie nationale (Basques, Catalans, Andalous, Irlandais du Nord, Ecosse, Gallois, Bretons, Corses, etc. (18).

Vers un internationalisme du XXI^e siècle?

Une nouvelle culture internationaliste est aujourd'hui en formation. Dans le tiers monde - notamment en Amérique latine - on assiste à l'essor d'une gauche révolutionnaire sensible aux questions internationales, mais qui refuse la tradition stalinienne désastreuse de subordination aveugle à une quelconque « patrie du socialisme » (URSS, Albanie, etc.). Le Front sandiniste, le Parti d'unification marxiste péruvien, et le Parti des travailleurs brésiliens sont les exemples les plus marquants de cette tendance. Dans les métropoles industrialisées (et aussi, dans une certaine mesure, dans les États post-capitalistes) on voit apparaître, dans les secteurs les plus avancés des mouvements sociaux - le syndicalisme ouvrier, le féminisme, le pacifisme, l'écologie, l'antiracisme - des éléments de conscience internationaliste.

Le nationalisme comme idéologie totale, la haine fanatique de l'autre, le racisme, la xénophobie et le chauvinisme gardent une force considérable : profondément ancrés dans la culture de larges couches sociales dans beaucoup de pays, ils constituent un formidable obstacle pour l'essor du socialisme et de l'internationalisme.

Il est trop tôt pour prévoir si les différentes composantes d'une nouvelle sensibilité internationaliste que nous avons énumérées plus haut seront capables de se combiner

harmonieusement, et de constituer une culture internationaliste nouvelle avec une base de masse. Mais il se peut qu'elles soient le modeste commencement de ce que deviendra l'internationalisme socialiste du XXe siècle.

Critique Communiste n°87, été 1989 (Traduction et intertitres de Maxime Durand)

1. Pour un survol historique du débat, voir mon article « The Marxists and the National Question », *New Left Review*, n°96 mars-avril 1976.
2. J. Staline, « Marxism and the National Question », *Œuvres*, vol. 2, Moscou 1953, p. 300-381
3. Otto Bauer, *la Question des nationalités et la social-démocratie*, EDI-Arcantère, Paris 1987, ch. III, 17, « Le réveil des nations sans histoire ». Voir à ce sujet le remarquable ouvrage de l'historien marxiste-révolutionnaire ukrainien Roman Rodolsky, *Zur nationalen Frage, Friedrich Engels und das Problem der « geschichtlosen Volker »* (Olle und Wolter, Berlin 1979) qui soumet à une critique rigoureuse - du point de vue du matérialisme historique - la doctrine d'Engels sur les peuples prétendu-ment « sans histoire »(parce que n'ayant jamais eu un Etat indépendant). Sur les débats à propos de la question nationale dans la IIe Internationale, voir Claudie Weill, *l'Internationale et l'autre. Les relations interethniques dans la Ie Internationale*, Arcantère, Paris 1987. Enfin, pour une documentation des textes « classiques » du marxisme à ce sujet, voir G. Haupt, M. Löwy et C. Weill, *Les Marxistes et la question nationale 1846-1917*, Maspero, Paris 1974.
4. Cf. Trotsky sur les Noirs aux USA : « Un critère abstrait n'est pas décisif dans ce cas : bien plus décisifs sont la conscience historique, les sentiments et les émotions ». *Trotsky On Black Nationalism and Self-Determination*, New York, Merit 1967, p. 16.

5. Hans Kohn, Nationalism, Princeton, Von Nostrand, 1955, p.9.

6. H. Kohn, op. cit., p. 15.

7. Tom Naim, « The Modern Janus ». New Left Review 94, London, novembre-décembre 1975, p. 15.

8. Marx, « Ueber Friederich Ust Buch... » (1845) in Sozialistische Politik, Berlin 1972, n° 19, p. 103.

9. L. Trotsky, « Vorwort zur deutschen Ausgabe », Die Permanente Révolution, Berlin, Verlag Die Aktion, 1930, p. 11.

10. Marx et Engels, Manifeste du parti communiste, Œuvres choisies. Tome 1, Moscou, p. 40-41.
Pour une intéressante critique de cet aspect de la tradition marxiste, voir T. Naim, Op. cit.. p.19-21, 26-27.

11. Karl Kautsky, «Die moderne Nationalität », Die Neue Zeit, V, 1887, p. 451.

12. Marx et Engels, op.cit., p. 40.

13. Roman Rosdolsky, " Worker and Fatherland » A Note on a passage in the Communiste Manifeste, Science and Society, Summer 1965, vol. 24, n°3, p. 335-337.

14. Pour un traitement plus développé de cette idée, voir mon article « Marx and Engels : cosmopolites », in Critique. A Journal of Socialist Theory, n° 14, 1981.

15. L. Trotsky, « Nation et économie », 1915, in Pluriel-Débat, Paris, n°4, avril 1975, p. 48. Notre analyse est empruntée à l'excellent article d'Enzo Traverso "Socialismo e nazione : rassegna di una controversia marxista », Il Ponte, XL, 1984, n°1, p. 60.

16. Vladimir Medem, The national question and social-democracy, Vilna 1906, cité par Arie H Yaari, le Défi national. Les théories marxistes sur la question nationale à l'épreuve de l'histoire, Paris, Anthropos 1978, p. 186-187.

17. E. Traverso, op. cit., p. 61.

18. Pour une analyse intéressante et stimulante de cette nouvelle montée des minorités nationales face aux Etats-nations établis, et son potentiel anticapitaliste, on peut se reporter au travail récent d'un marxiste basque : Gurutz Jauregui Bereciartu, Contra el Estado-nacion. En tomo al hecho y la cuestion nacional, Madrid, Siglo XXI, 1986.